

CAMPAGNE D'ALPHABÉTISATION

Un objectif loin du compte

0% d'analphabètes en 2016 : ce dessein surréaliste ne sera certainement pas atteint. En plus de l'absence de coordination entre les institutions et les organismes concernés, la non-implication de la société civile dans cette «cause commune» a pénalisé la progression du projet.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - «La concordance» de la rentrée scolaire de la section d'alphabétisation avec l'anniversaire de la réconciliation nationale n'est «sûrement pas» une coïncidence car la première n'aurait pu se faire sans la seconde. C'est ce qu'assure la secrétaire générale de l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes), Noria Hafsi, lors du forum : «L'enseignement depuis l'alphabétisation à l'université» accueillie hier par le quotidien national *DK News*.

Une perception partagée également par la députée Salima Athmani déclarant que la gent masculine est désormais plus exposée à l'analphabétisme pour «des raisons connues que nous n'aurons pas le temps d'aborder». Les femmes étant plus touchées par le phénomène que les hommes du fait du colonialisme, N. Hafsi considère qu'il a été et constitue toujours «un handicap» pour la femme algérienne. D'autant plus que cette dernière est le noyau de la société. «C'est regrettable», concède-t-elle, vu son potentiel de contribution à l'économie nationale. Par ailleurs, la secrétaire de l'UNFA juge «relativement bon» le passage de 6 millions d'analphabètes à seulement 5 depuis le début du projet en 2005. Visiblement, atteindre l'objectif de «0% d'analphabètes en 2016» est loin d'être atteignable. Surtout «qu'il n'existe quasiment pas de coordination» entre insti-



L'éducation, un secteur stratégique et fondamental.

tutions et organismes concernés par le projet. Et ce, sans omettre l'influence non négligeable de la bureaucratie et la centralisation des moyens au niveau de l'Office national d'alphabétisation. Elle appelle de ce fait au «changement» du mode de gestion et à son «urgence».

De son côté, le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Saïd Sahor, parle d'une «réelle stratégie» et d'une «priorité gouvernementale» depuis l'indépendance quant à l'alphabétisation. Il précise que l'Algérie à son indépendance était classée 4^e sur la liste des pays les plus analphabètes avec un taux supérieur à 90%. Par conséquent, la campagne d'alphabétisa-

tion lancée ne peut être que «positive».

Sur un volet plus technique et analytique, c'est l'ex-secrétaire d'Etat, chargé de la prospective et des statistiques, Bachir Messaitfa, qui intervient : «C'est dommage qu'on parle encore d'analphabétisme», après plus de 50 ans d'indépendance, avoue-t-il. Il y a lieu de savoir que la notion «d'analphabétisme» justement évolue dans le temps et que la vision algérienne de ce phénomène est «déphasée» n'ayant jamais été «actualisée». L'analphabétisme est le terme qualifiant aujourd'hui le fait de «ne pas savoir utiliser une carte magnétique ou faire du e-shopping», explique-t-il.

L'e-commerce a un poids mondial de 140 000 milliards DZD et «notre médiocre

contribution» se résume à 250 millions DZD. Effectivement, «nous sommes complètement déconnectés». Les deux chiffres révélant l'ampleur de l'analphabétisme en Algérie sont «astronomiques» considérant sa population : 22% en 2005 et 14.6% en 2014. Il y a perte de «seulement» 8 points en 10 ans, s'indigne-t-il.

En effet, le savoir et le développement sont deux notions intimement liées, rappelle l'ex-ministre : la prise en considération du taux d'analphabétisme dans les indicateurs du développement n'est pas «anodin». D'ailleurs, l'émergence de certains pays est essentiellement le fruit du perfectionnement continu de leur système d'éducation (Corée du Sud, Brésil, Inde ...), confirme-t-il. De plus, la baisse de l'intervention de l'Etat dans ce secteur justement augmente sa qualité, déclare-t-il. A titre d'exemple, la Corée du Sud enregistre une présence étatique de 20% seulement contre 98% en Algérie. Il appelle d'ailleurs, dans ce sens, au développement des responsabilités sociales des entreprises (RSE) pour les grands groupes (Cevital, Sonatrach et autres). L'Etat doit se limiter à son «rôle de régulateur», rajoute N. Hafsi.

Enfin, il précise que l'école comme toute entreprise, «a des comptes à rendre» et il est fondamental qu'une telle institution respecte ses engagements. Il est également du devoir de l'Etat de les «réclamer» et de contrôler et suivre l'évolution de son ROI (retour sur investissement).

Pour clore le débat, les intervenants s'accordent sur l'importance du capital humain, surtout en ce temps de crise, et sur l'indispensabilité d'une réelle volonté politique spécialement pour le secteur le plus stratégique et fondamental pour une nation : l'éducation.

N. B.

MAÎTRISE DES TECHNOLOGIES

Sonatrach privilégie le partenariat

Sonatrach organise, depuis lundi et ce jusqu'au 8 octobre 2015, au Centre des conventions d'Oran, la 10^e édition des Journées scientifiques et techniques (JST). Placée sous le thème générique : «La technologie, une réponse aux défis énergétiques d'aujourd'hui et du futur», cette thématique s'impose d'elle-même dira le P-dg de Sonatrach, M. Amine Mazouzi, «compte tenu du rôle vital que joue la maîtrise des technologies».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Un autre rendez-vous «Expo Sciences 2» est également organisé, en parallèle, au même endroit, et qui offre «une opportunité à l'ensemble des universitaires, experts, industriels et managers du secteur de l'énergie, de mesurer les progrès réalisés dans les métiers liés aux activités de Sonatrach».

Durant la cérémonie d'ouverture qui a eu lieu lundi dernier en fin d'après-midi, le P-dg de Sonatrach indiquera que la mission fondamentale de Sonatrach comme acteur majeur dans le développement économique national, «est de satisfaire les besoins en énergie actuelle et future, de valoriser à long terme les ressources nationales d'hydrocarbures et de contribuer au développement du pays». Pour le responsable du groupe Sonatrach, le développement de ces activités

par le partenariat constitue un de ses principaux objectifs. Indiquant que dans le cadre de sa stratégie d'expansion internationale, Sonatrach a accru sa présence à l'étranger au cours des dernières années.

«L'ouverture du secteur de l'énergie au partenariat conduit à des résultats significatifs avec la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, nous continuons de consentir des investissements substantiels dans le cœur du métier et l'option du partenariat est plus que jamais prioritaire », dit-il.

Tout en continuant de répondre aux besoins du marché intérieur, Sonatrach continue, dira l'intervenant, de renforcer sa position sur les marchés internationaux du pétrole et du gaz en identifiant les axes de développement. «Nous sommes par conséquent

conscients que notre rôle est de soutenir la croissance économique du pays. En accroissant de manière économique et significative nos réserves en hydrocarbures pour augmenter ainsi les niveaux de production et répondre à la demande nationale et internationale en énergie».

Conscient que Sonatrach évolue dans un nouveau contexte doublement contraignant, dira le P-dg de Sonatrach, «caractérisé d'une part par une baisse des prix du pétrole et d'autre part par des ressources en hydrocarbures qui nécessitent des investissements de plus en plus importants car plus complexes à développer et à exploiter».

Par conséquent, des initiatives de réduction des coûts sont lancées, tout en maintenant, précise-t-il, les standards en qualité technique avec, en corollaire, la préservation de la santé et de l'environnement.

Et d'ajouter «les efforts et les règles que nous nous imposons dans cette conjoncture concernent aussi nos fournisseurs de biens et de services. Nous insistons sur le respect des délais et coûts des projets en phase de développement». Au programme



Mazouzi assure que Sonatrach continue de renforcer ses positions sur les marchés internationaux.

de ces trois journées, sept tables rondes sont prévues : «le monde de l'énergie, les atouts et les défis de l'Algérie» ; «l'impact des nouvelles technologies sur l'exploitation et la production», «le transfert de technologies et de savoir-faire dans le cadre du partenariat», «l'engineering et le management des projets», «la fabrication locale des équipements industriels», «la maintenance des installations

industrielles» et enfin «les relations entre les entreprises et les universités».

Pour cette édition, Sonatrach a décidé de procéder à la prise en charge totale de jeunes diplômés universitaires distingués couvrant tout le territoire national qui vont participer aux travaux de JST10 à travers la présentation de leurs mémoires de fin d'étude.

A. B.